

Recherches sociographiques



André BERNARD, *La politique au Canada et au Québec*

Réjan Pelletier

Volume 17, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055730ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055730ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1976). Compte rendu de [André BERNARD, *La politique au Canada et au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 17 (3), 404–406.

<https://doi.org/10.7202/055730ar>

rencontrées. Les objectifs poursuivis et la structure financière ne seraient pas *non plus* cause de l'échec. Les vicissitudes de la colonisation expliqueraient une partie des problèmes. Il estime surtout que le commerce des fourrures n'était pas de taille à soutenir les frais de fondation d'une colonie. Au passage, l'A. rétablit la réputation du gouverneur Lauzon, réfute les prétentions relatives au mauvais état financier de la colonie et nie la dissipation des deniers publics. Il en profite aussi pour mettre de l'avant « l'élan de générosité missionnaire à l'origine du mouvement de colonisation » et affirme, un peu vite, que la colonie était alors entièrement axée sur la réussite agricole.

L'A. utilise ses données financières dans une double perspective : celle de la compagnie et celle de la colonisation. Il introduit ainsi une ambiguïté qui devient embarrassante quand les conclusions dépassent les limites de l'analyse et de l'argumentation. Il montre que même si l'entreprise n'était pas payante — les frais annuels d'expédition atteignaient parfois 200 000 livres — la compagnie des Cent-Associés ne s'était pas crue dispensée d'agir pour autant. De fait, en cinq ans, de 1633 à 1638 elle avait consacré 90 000 livres au développement du pays et environ 40 000 livres par année à compter de 1647. Ce budget de colonisation n'est certes pas à dédaigner mais, quoi qu'en dise l'A., il restait fort mince et se ramenait à rencontrer l'état des charges du pays. En effet, il servait à payer le gouverneur, les officiers, les soldats, les artisans ou défricheurs et les prêtres, à loger et nourrir tout ce monde, à ériger un magasin, des fortifications et des églises. Il restait donc peu de fonds pour rencontrer ces obligations et celles mentionnées dans les lettres patentes. Et que s'est-il fait en réalité ? Comment ont été utilisés ces fonds ? Quel a été le nombre et l'occupation des engagés ? Comment s'est fait le recrutement de colons ? Pourquoi a-t-on réduit les charges de peuplement en 1645 ? Voilà des sujets que l'A. n'aborde pas malheureusement et qui auraient permis de justifier ou de nuancer ses avancés.

À ces réserves près, la contribution de Campeau est fort significative. Les qualités de cette étude tiennent à l'exhaustivité du dépouillement des sources et à l'exactitude de la démarche. Grâce à une approche prudente et libérée d'un certain nombre de préjugés, l'A. a su présenter un juste bilan économique de l'organisation de la colonisation, expliquer les déficiences du financement et les difficultés de la compagnie. Or ce sujet n'était pas simple, il devenait quasi périlleux si l'on songe à la dispersion, à la rareté, à l'imprécision et parfois à la fausseté des sources documentaires. Mais Campeau excelle en ce domaine fondamental de la critique des sources et grâce à un inventaire étendu et méticuleux — une quinzaine de séries de documents dispersés dans sept ou huit fonds des archives de France — il a produit un solide ouvrage scientifique.

Jacques MATHIEU

*Département d'histoire,
Université Laval.*

André BERNARD, *La politique au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, XXIII + 518 p.

Ce volume d'André Bernard, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal, constitue le premier véritable manuel en langue française sur la politique au Canada et au Québec.

Cet ouvrage se fonde sur un cadre méthodologique emprunté à l'analyse systémique de David Easton, ce qui détermine l'organisation du texte en quatre grandes parties. Une première

partie est consacrée à l'analyse des interactions entre le système politique (le système politique québécois étant ici privilégié) et son environnement, c'est-à-dire à l'examen des facteurs historiques, géographiques, démographiques et sociaux.

Déjà, dans cette première section, on peut s'interroger sur la pertinence d'une telle classification qui repousse dans l'environnement la culture politique d'une collectivité et ses idéologies dominantes ou de contestation. Easton croit que les idéologies peuvent stimuler un soutien diffus qui légitime le régime et les autorités politiques ou qu'elles peuvent servir de mécanismes qui contribuent au maintien de la communauté politique. L'auteur ne réduit-il pas ici indûment au seul processus de décision politique la conception du système politique ?

La deuxième partie est consacrée à l'étude des partis et des groupes de pression comme agents de médiation entre le système politique et son environnement et à l'étude de deux mécanismes de médiation, les élections et la participation.

Dans la troisième section, l'auteur aborde l'étude du processus décisionnel. Il répond à trois questions qui résument ce thème : comment sont prises les décisions ? Qui décide (en particulier, le Premier ministre et son conseil des ministres) ? Sous quelles contraintes se prennent les décisions, soit la structure fédérale et les mécanismes de négociation intergouvernementale ?

Enfin, la dernière section est consacrée à l'analyse des institutions et des mécanismes qui légitiment la décision politique. Ce qui permet d'aborder l'évolution du parlementarisme au Canada et au Québec, l'organisation et la composition des institutions parlementaires et enfin le processus législatif lui-même.

Ce plan est somme toute assez logique, mais il soulève quelques difficultés d'application. On s'aperçoit tout d'abord que le modèle eastonien sert avant tout à définir les grandes orientations du volume et permet une classification de « la politique au Canada et au Québec » sous différentes têtes de chapitre. Son but est essentiellement taxonomique et non pas analytique. D'ailleurs le modèle eastonien n'est, à mon avis, aucunement utile pour l'explication de la réalité politique.

En ce sens, ne vaudrait-il pas mieux ignorer complètement le modèle eastonien et présenter un plan qui ne relèguerait pas à la fin du volume le chapitre sur l'implantation et l'évolution du parlementarisme et qui unirait plus étroitement les partis politiques et même les dirigeants des groupes d'intérêt à ceux qui prennent des décisions sur le plan politique ?

On est aussi très impressionné par la synthèse fort complète qu'a réalisée André Bernard et par la somme de lectures nécessaires pour atteindre cet objectif. Mais il aurait peut-être été préférable de sacrifier parfois la quantité à la qualité. Certains passages, en effet, ne présentent qu'une vue assez superficielle du sujet. Pourquoi ne pas retenir alors que les éléments les plus importants et sacrifier totalement les autres ? Une telle façon de procéder aurait évité à l'auteur de traiter, par exemple, de la doctrine créditiste en une seule page.

Ce manuel semble s'adresser davantage aux étudiants du collégial qu'à ceux du milieu universitaire bien qu'il soit grandement utile aux deux groupes. Pour le rendre plus facilement acceptable au niveau universitaire, il est nécessaire de le compléter par un certain nombre de textes qui approfondissent les thèmes les plus importants du volume. À cet égard, les nombreuses notes infrapaginales constituent un instrument indispensable de référence. J'aurais aimé cependant que l'ouvrage soit complété par une bonne bibliographie thématique qui guiderait le lecteur dans ses lectures ultérieures.

Il faut aussi louer le courage et la ténacité d'André Bernard qui a su mener à terme cet ouvrage alors que bien d'autres politicologues du Québec n'ont jamais voulu ou osé se lancer dans une telle entreprise. En prendre le risque constituait un énorme défi qu'il a su relever avec brio.

Somme toute, c'est un manuel qu'il fallait faire; c'est aussi un manuel qui s'imposait et qui doit être considéré non seulement comme un excellent ouvrage de base, mais aussi comme un ouvrage absolument nécessaire dans tout cours d'introduction à la politique canadienne et québécoise. Mais c'est un volume qu'il faudra éventuellement réviser pour en corriger les plus grandes lacunes, ce qui ne lui enlève aucunement son mérite.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval.*

Réjean PELLETIER (sous la direction de), *Partis politiques au Québec*, Montréal, HMH, 1976, 299 p. (« Cahiers du Québec : science politique ».)

Il s'agit d'un recueil contenant douze études dont Réjean Pelletier, dans sa présentation, a indiqué lui-même l'intérêt et les limites. Il nous rappelle en effet que « les études globales sur les partis politiques au Québec sont rares pour ne pas dire inexistantes », et il admet par ailleurs, que dans le volume, on « retrouve plutôt une série d'approches parcellaires ». Il est certes utile d'avoir réuni en un volume plusieurs articles s'adressant à la fois aux professeurs, aux étudiants et même à un public plus large. Réjean Pelletier précise que les articles présentés ont tous été écrits avant les élections provinciales d'octobre 1973 et n'en tiennent compte que dans un cas. Ils en deviennent peut-être plus intéressants et d'une lecture plus utile à une époque où l'on croit facilement que tout commence dans un hier immédiat. Quoiqu'il en soit, ils permettent, dans certains cas, de mesurer le flair de certains de nos politicologues.

Nous ne pouvons consacrer ici que quelques lignes à chaque étude en essayant d'en saisir et d'en apprécier le caractère le plus essentiel.

La première partie s'intitule *Vision globale des partis* et elle contient quatre articles dont les deux premiers sont théoriques. Sous le titre « L'analyse politique et les partis », André BERNARD, en une synthèse claire et didactique, répond aux questions : Qu'est-ce qu'un parti politique ? Quelle sont les origines des partis et comment ils se sont développés ? Que font les partis ? Quelles sont les personnes actives à l'intérieur d'un parti ? Pourquoi adhérer à un parti plutôt qu'à un autre ? Maurice PINARD, sous le titre « Pluralisme social et partis politiques : quelques éléments d'une théorie », aborde, sous un éclairage original, qui s'applique bien au Canada, le problème d'une société considérablement fragmentée. Les deux articles suivants sont de Vincent LEMIEUX qui a été, est-il besoin de le rappeler dans cette revue, le pionnier, dans le Québec, des études scientifiques sur les élections et les partis politiques. L'auteur ne cache pas que son article sur « Les partis provinciaux du Québec » est une version révisée et remise à jour du chapitre qu'il a donné sur le sujet, en 1968, dans le *Système politique du Canada* publié sous la direction de Louis SABOURIN. Il est intéressant de comparer les deux textes pour noter certains changements presque raffinés de vocabulaire et, surtout, pour constater comment les événements qui se sont déroulés dans les quelques années qui ont suivi la publication du recueil de Sabourin, ont exigé des transformations substantielles du texte. Dans son deuxième article, Vincent Lemieux étudie « Les positions des partis », texte qui avait déjà paru sous une version légèrement modifiée dans son volume *Le quotient politique vrai : le vote provincial et fédéral au Québec*.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intitule *Les partis au Québec*. Le premier chapitre, de J. A. A. LOVINK, analyse « Le pouvoir au sein du Parti libéral provincial du Québec,